



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 6 août 2013

Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2013

Des résultats solides confirmant la tendance du premier trimestre

- une activité commerciale robuste
- un coût du risque maîtrisé
- une réduction des charges bien avancée

Groupe Crédit Agricole*

RNPG T2-13 : 1 385 millions d'euros (vs 808 m€ au T2-12)

RNPG S1-13 : 2 410 millions d'euros (vs 1 671 m€ au S1-12)

Ratio CET1 full Bâle 3 au 30 juin 2013 : 10,0%

Réserves de liquidité disponibles au 30 juin 2013 : 233 milliards d'euros

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%. 2012 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Crédit Agricole S.A.**

RNPG T2-13 : 696 millions d'euros (vs 56 m€ au T2-12)

RNPG S1-13 : 1 165 millions d'euros (vs 367 m€ au S1-12)

PNB des pôles opérationnels : +0,6% /T2-12

Charges d'exploitation : -2,9% /T2-12

Coût du risque : -13,9% /T2-12

Ratio *Tier 1* : 10,0% dont *Core Tier 1* : 8,6%

**2012 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du groupe du groupe Crédit Agricole a atteint 1 385 millions d'euros au deuxième trimestre 2013. Sur le semestre, il s'élève à 2 410 millions d'euros, en hausse de 44,2% par rapport au premier semestre 2012 qui avait enregistré, notamment, une dépréciation de 427 millions d'euros des titres Intesa Sanpaolo.

Ces résultats traduisent une situation satisfaisante avec des progressions de 39,9% sur le trimestre et 41,4% sur le semestre hors réévaluations de dette liées au risque de crédit propre et couverture de prêts. Cette amélioration résulte notamment de la disparition des pertes opérationnelles de la Grèce au deuxième trimestre 2012.

Le Groupe a maintenu un bon niveau d'activité en banque de proximité lui permettant d'accompagner les besoins de ses clients, tant particuliers qu'entreprises ; l'octroi de nouveaux crédits a fait progresser l'encours global de crédits des réseaux bancaires du Groupe en France de 0,4% entre juin 2012 et juin 2013, alors que le PIB évoluait de -0,2% pendant cette période.

Les Caisses régionales ont continué à développer leurs prêts, notamment à l'habitat (+1,7% de progression d'encours sur un an) ; ainsi que leur collecte, que ce soit en assurance-vie (+3,5%) ou, au bilan, en dépôts à vue (+2,1%). Elles ont ainsi continué à améliorer leur ratio crédits/collecte, ramené à 126% à fin juin 2013. Leur contribution à 100% au résultat du Groupe est en hausse de 2,6% trimestre sur trimestre à 941 millions d'euros et de 0,4% semestre sur semestre à 1 841 millions d'euros.

Pour Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., « avec plus de 484 milliards d'euros de crédits distribués par les Caisses régionales et LCL, le groupe Crédit Agricole est le premier financeur de l'économie française. Il joue ainsi un rôle primordial pour le retour de la croissance en France. »

Pour Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., « les résultats du second trimestre confirment les tendances des trois premiers mois de l'année. Le Groupe présente un nouveau profil et s'adapte au contexte économique et réglementaire. Il avance conformément à la trajectoire fixée en s'appuyant sur ses forces et sa solidité financière tout en poursuivant les efforts de réduction de charges. »

En termes de solvabilité, le ratio *Core Tier 1* du Groupe s'établit à 11,3% au 30 juin 2013, en hausse de 30 points de base par rapport au 31 mars 2013.

Le ratio *Common Equity Tier 1 full* Bâle 3 du Groupe atteint 10,0% dès fin juin 2013.

Le ratio de levier du groupe Crédit Agricole s'élève à 3,5 % à fin juin 2013¹.

Le groupe Crédit Agricole a continué de renforcer sa situation de liquidité au cours du deuxième trimestre. Le bilan cash bancaire du Groupe s'élève à 1 045 milliards d'euros au 30 juin 2013. L'excédent des ressources stables sur emplois stables est de 51 milliards d'euros à la fin du deuxième trimestre. Les réserves de liquidité, d'un montant de 233 milliards d'euros, continuent de couvrir largement (160%) les ressources de marché court terme. Crédit Agricole S.A. a réalisé 84% de son programme annuel d'émissions moyen-long terme sur les marchés à fin juillet 2013, soit des levées de 10,1 milliards d'euros sur un programme de 12 milliards d'euros. En outre, les réseaux de proximité et les filiales spécialisées du Groupe ont levé des ressources moyen-long terme de 6,2 milliards d'euros au cours du premier semestre 2013.

¹ *Core Tier 1 full* Bâle 3 et *Tier 1* existant grand-fatheré ; pour les dérivés et repos : valeur prudentielle.

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 5 août 2013, a examiné les comptes du deuxième trimestre et du premier semestre 2013.

Le résultat net part du Groupe ressort, au deuxième trimestre 2013, à 696 millions d'euros contre 56 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. Retraité des seuls éléments relatifs à la réévaluation de dette liée au risque de crédit propre et aux couvertures de prêts, le résultat s'établit à 673 millions d'euros à comparer à 293 millions d'euros en 2012, trimestre encore marqué par les pertes opérationnelles de la filiale de banque de détail en Grèce. Ce résultat provient d'une bonne tenue de l'activité malgré le contexte difficile, d'une réduction des charges et de la maîtrise du coût du risque.

Les métiers de la banque de proximité et de gestion de l'épargne confirment leur résistance dans une économie atone, en enregistrant une hausse de leur activité : dans la Banque de proximité, la collecte bilan et l'encours de crédit progressent respectivement de 5,5% et de 0,3% par rapport au niveau atteint fin juin 2012 ; l'encours des actifs gérés par l'ensemble des métiers de la gestion de l'épargne a augmenté de plus de 10 milliards d'euros (y compris près de 3 milliards d'effet positif des marchés et de change) sur le premier semestre 2013.

Les programmes de réduction des coûts se traduisent par des résultats tangibles ; ainsi, les économies réalisées sur le trimestre (-146 millions d'euros) représentent 4,9% du montant des charges du deuxième trimestre 2012. En tenant compte de l'impact des nouvelles taxes fiscales et sociales (60 millions d'euros sur le trimestre), la baisse des charges est ramenée à -2,9%. Les économies de charges proviennent d'une part de la baisse des frais de personnel liée à celle des effectifs moyens (environ 50 millions d'euros) et d'autre part à la montée en puissance du programme MUST. Ce programme a déjà permis de réaliser 245 millions d'euros d'économies depuis son lancement à la mi 2012 et son rythme d'avancement est en ligne avec l'objectif de 320 millions d'euros d'économies cumulées à fin 2013.

Ce trimestre confirme aussi la maîtrise du coût du risque (56 points de base) rapporté aux encours qui reste à un niveau modéré dans tous les pôles métiers. Ainsi, dans la banque de proximité en France, le coût du risque sur encours ressort à 29 points de base chez LCL, identique à celui constaté dans les Caisses régionales. Ce niveau est similaire à celui enregistré au deuxième trimestre 2012, et plus faible que le coût moyen des quatre derniers exercices. Dans la banque de proximité à l'international, il revient au niveau du deuxième trimestre 2012, à périmètre identique. Dans le domaine du crédit à la consommation, le coût du risque est à un niveau plus faible qu'un an auparavant, la baisse concernant tant la filiale italienne Agos Ducato que les autres sociétés de crédit à la consommation du Groupe. Dans la banque de financement, le coût du risque reste à un niveau très modéré depuis de nombreux trimestres.

Sur le premier semestre, le résultat net part du Groupe s'élève à 1 165 millions d'euros. Hors réévaluation de dette liée au risque de crédit propre et couverture de prêts, il ressort à 1 361 millions d'euros contre 615 millions d'euros au premier semestre 2012.

Au cours du deuxième trimestre 2013, la création de Kepler Cheuvreux - le leader européen des courtiers indépendants, dont Crédit Agricole CIB détient 15,1% - a été finalisée. Le 31 juillet, la vente des 80,1% restants de CLSA à CITIC Securities a été signée, l'accord portant sur l'ensemble du périmètre de CLSA à l'exception de ses activités à Taiwan.

Responsabilité sociale et environnementale : Crédit Agricole S.A. fait son entrée dans les indices extra financiers de Vigeo

Crédit Agricole S.A. a fait son entrée dans les indices extra financiers de Vigeo en juin 2013. La nouvelle gamme d'indices de Vigeo¹, Euronext Vigeo France 20, Euronext Vigeo Eurozone 120, Euronext Vigeo Europe 120, Euronext Vigeo World 120, rassemble les entreprises cotées en bourse qui recueillent les meilleures opinions sur

¹Indices construits par le groupe boursier NYSE Euronext sur la base de la recherche de l'agence de notation extra financière Vigeo, leader de la recherche responsable en Europe.

leur performance en responsabilité sociale. Les entreprises sont évaluées dans les six domaines suivants : environnement, relations avec les clients, droits humains, ressources humaines, gouvernance et implication citoyenne. Cette admission résulte de la forte progression du Groupe dans chaque item, témoignant ainsi de l'amélioration de la prise en compte de la RSE dans toutes ses composantes et au sein de toutes ses activités.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a également rejoint le Registre d'investissement Ethibel Excellence du Forum Ethibel.

Forum Ethibel est une association belge dont l'objectif est de promouvoir l'ISR et d'encourager le dialogue entre entreprises, gouvernements, syndicats, ONG et investisseurs. Le Registre d'Excellence comporte les 450 meilleures entreprises de leur secteur.

Agenda financier

7 novembre 2013

Publication des résultats du troisième trimestre 2013

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2*	S1-13	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	4 386	(0,9%)	8 239	(14,6%)
Charges d'exploitation	(2 900)	(2,9%)	(5 779)	(3,2%)
Résultat brut d'exploitation	1 486	+3,2%	2 460	(33,1%)
Coût du risque	(680)	(13,9%)	(1 445)	(16,6%)
Résultat d'exploitation	806	+23,9%	1 015	(47,8%)
Sociétés mises en équivalence	239	+5,9%	586	(8,4%)
Gains/pertes sur autres actifs	2	(97,3%)	22	(39,3%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôt	1 047	+14,2%	1 623	(38,0%)
Impôt	(256)	(35,1%)	(282)	(67,4%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	(4)	(99,2%)	2	ns
Résultat net de l'exercice	787	x6,7	1 343	x3,0
Participations ne donnant pas le contrôle	91	+46,6%	178	x2,4
Résultat net part du Groupe	696	x12,6	1 165	x3,2

* Résultats 2012 retraités du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Le **produit net bancaire** atteint 4,4 milliards d'euros au deuxième trimestre 2013 et 8,2 milliards d'euros au premier semestre 2013. Il intègre, pour le deuxième trimestre 2013, des éléments spécifiques, représentant globalement +32 millions d'euros, à comparer à -28 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. Ces éléments se décomposent en :

- la réévaluation de la dette de Crédit Agricole CIB et celle liée aux contrats d'assurances en UC ainsi que la DVA et les couvertures de prêts en Banque de financement et d'investissement qui représentent globalement +32 millions d'euros contre +399 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2012 ;
- en 2012, la dépréciation des titres Intesa Sanpaolo pour -427 millions d'euros au titre de la dépréciation durable des titres AFS.

Les charges d'exploitation, à 2 900 millions d'euros, sont en baisse de 2,9% par rapport au deuxième trimestre 2012 traduisant la montée en puissance des programmes de réduction des coûts. Cette évolution est d'autant plus notable que les nouvelles taxes fiscales et sociales ont augmenté d'un trimestre sur l'autre de 60 millions d'euros. Hors ces nouvelles taxes, l'économie ainsi réalisée au deuxième trimestre 2013 représente 4,9% des charges soit 146 millions d'euros¹. Elle traduit la baisse d'environ 50 millions d'euros² des frais de personnel en lien avec la baisse des effectifs moyens. Ainsi, ceux-ci ont baissé de 9,5% au deuxième trimestre 2013 (en ETP) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Cette diminution reflète les cessions d'Emporiki et Cheuvreux, le plan d'adaptation chez CACIB et CACF ainsi que le plan de départ volontaire chez Cariparma dans le cadre de la révision des processus et de l'organisation. L'impact du programme MUST de réduction des charges dans le périmètre Crédit Agricole S.A. s'élève quant à lui à environ 60 millions d'euros au deuxième trimestre 2013, les économies ayant été

¹ Y compris un effet change pour 21 millions d'euros

² Hors coût du plan de départ volontaire chez Cariparma comptabilisé au deuxième trimestre 2012 pour un montant de 54 millions d'euros

réalisées notamment sur les dépenses informatiques. Au total, l'amélioration du coefficient d'exploitation est de 1,4 point au deuxième trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Le coût du risque reste globalement modéré : à 680 millions d'euros, il est en baisse de 13,9% par rapport au deuxième trimestre 2012. Il s'établit à 56 points de base sur encours, en données annualisées, à comparer à 64 points de base au deuxième trimestre 2012, compte tenu de dotations plus élevées sur Agos Ducato. Au deuxième trimestre 2013, le provisionnement dans cette filiale de crédit à la consommation s'établit à 224 millions d'euros, à comparer à 232 millions au premier trimestre 2013. Dans la banque de proximité, l'évolution du coût du risque est également celle qui était attendue, tant chez LCL (29 points de base contre 28 points de base au deuxième trimestre 2012) que chez Cariparma où il progresse de 9,4% au deuxième trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente tandis qu'il se stabilise par rapport au premier trimestre 2013¹. Dans la banque de financement et d'investissement, le coût du risque reste modéré. Le coût du risque sur encours de la banque de financement se stabilise à 29 points de base aussi bien au deuxième trimestre 2013 qu'au deuxième trimestre 2012.

L'encours des créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle) atteint 16,7 milliards d'euros et représente 3,8% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, à comparer à 3,1% un an plus tôt (données hors Emporiki, Cheuvreux et CLSA). Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 57,5%, à comparer à 57,0% au 30 juin 2012. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 74,4% au deuxième trimestre 2013.

Le résultat des sociétés mises en équivalence du trimestre atteint 239 millions d'euros, en hausse de 5,9% par rapport au deuxième trimestre 2012. La contribution des Caisses régionales s'élève quant à elle à 256 millions d'euros, en progression de 6,7% sur un an, retraits de la dépréciation des titres SACAM International au deuxième trimestre 2012 pour 67 millions d'euros.

Le résultat avant impôt s'élève ainsi à 1 047 millions d'euros, contre 919 millions d'euros au deuxième trimestre 2012.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. affiche pour le deuxième trimestre 2013 un profit de 696 millions d'euros. Après retraitement de la réévaluation de la dette, de la DVA courante et des couvertures de prêts (CPM), le résultat ressort à 673 millions d'euros, à comparer à un résultat retraité de 293 millions d'euros au deuxième trimestre 2012², qui intégrait les pertes opérationnelles de la Grèce comptabilisées pour -370 millions d'euros.

LA SOLVABILITE

Au 30 juin 2013, le ratio *Core Tier 1* s'établit à 8,6%, à comparer à 8,5% au 31 mars 2013, en amélioration de 10 points de base sur la période. Le ratio *Tier 1* s'établit quant à lui à 10,0%, niveau identique à celui du 31 mars 2013 tandis que le ratio global passe de 15,1% fin mars 2013 à 15,0% fin juin 2013.

Les emplois pondérés, à 326,3 milliards d'euros, sont inchangés par rapport au 31 mars 2013.

Pour mémoire, une réglementation transitoire relative au traitement des conglomérats financiers est appliquée depuis le 1^{er} janvier 2013 dans l'attente de l'application des règles prévues par la CRD4 (Bâle 3) à compter du 1^{er} janvier 2014. Le traitement est désormais le suivant : la pondération au dénominateur à 370% de la valeur de la participation des sociétés d'assurances pour la partie capital et dettes hybrides (auparavant déduite des fonds propres globaux) et la déduction de la différence de mise en équivalence du capital Tier 1.

¹ Après retraitement du complément de provisions de 39 millions d'euros lié au contrôle de la Banque d'Italie et comptabilisé au premier trimestre 2013 dans les comptes de Cariparma

² Hors spread émetteur, DVA et CPM et dépréciation des titres Intesa et SACAM International

LA LIQUIDITE

Le bilan cash du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 045 milliards d'euros à fin juin 2013, comparé à 1 048 milliards d'euros à fin mars 2013.

L'endettement court terme, correspondant à l'encours de dettes d'une durée maximale de 369 jours levées par le Groupe auprès de contreparties de marché (hors le net des opérations de repos et reverse repos et hors opérations de refinancement Banques Centrales), s'élève à 146 milliards d'euros au 30 juin 2013, à comparer à 139 milliards d'euros au 31 mars 2013. L'ensemble des ressources court terme reste stable au 2^e trimestre par rapport au 1^{er} trimestre, à 178 milliards d'euros, tandis que les actifs liquides au bilan atteignent 229 milliards d'euros.

L'excédent des ressources stables sur les emplois stables s'élève à 51 milliards d'euros au 30 juin 2013. Les ressources stables, constituées des capitaux propres (et assimilés), des ressources liées à l'activité clientèle et des ressources de marché long terme, s'élèvent à 867 milliards d'euros. Les besoins de financement liés aux actifs tangibles et intangibles ainsi qu'à l'activité clientèle totalisent 816 milliards d'euros au 30 juin 2013.

Les réserves de liquidité après décote s'élèvent à 233 milliards d'euros au 30 juin 2013. Elles couvrent largement les ressources de marché court terme (160%). Les réserves de liquidité disponibles se composent de créances éligibles au refinancement Banques Centrales pour 52 milliards d'euros après décote Banque Centrale Européenne, de dépôts Banques Centrales d'un montant de 58 milliards d'euros (hors caisse et réserves obligatoires) et d'un portefeuille de titres après décote de 123 milliards d'euros. Ce portefeuille est constitué de titres éligibles Banques Centrales et liquéfiables sur le marché pour 87 milliards d'euros, de titres liquéfiables sur le marché pour 18 milliards d'euros et de parts de titrisation ainsi que d'auto-titrisations éligibles Banques Centrales totalisant aussi 18 milliards d'euros après liquéfaction.

Concernant le refinancement à moyen-long terme, Crédit Agricole S.A. a levé 10,1 milliards d'euros entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 juillet 2013, réalisant 84% de son programme de refinancement moyen-long terme de marché 2013. Les réseaux de proximité et les filiales spécialisées ont également levé 6,2 milliards d'euros au cours du premier semestre 2013.

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)*	235	+1,7%	449	+0,5%
Variation de quote-part dans les réserves	21	x2,3	150	(2,7%)
Quote-part de résultats des mises en équivalence*	256	+6,7%	599	(0,3%)

* Variations retraitées de la dépréciation des titres SACAM International pour -268 m€ au T2-12 et -45 m€ au T1-13 en PNB

Les Caisses régionales maintiennent le développement de leur activité dans un marché toujours peu porteur.

Les encours de collecte atteignent 577 milliards d'euros à fin juin 2013 (+4,0% en un an), dont 337 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 4,9% sur un an. Cette dernière est tirée tant par les livrets (+13,1% entre juin 2012 et juin 2013) que les dépôts à vue (+2,1%) et les comptes et dépôts à terme (+3,3%); seuls les encours d'épargne logement marquent une baisse sur les douze derniers mois, limitée à 0,7%. Les encours de collecte hors bilan affichent, quant à eux, une hausse de 2,7% entre juin 2012 et juin 2013, grâce à un regain d'intérêt pour l'assurance-vie (encours +3,5% entre juin 2012 et juin 2013) et les valeurs mobilières (+5,7%).

Les encours de crédit s'élèvent à 395 milliards d'euros au 30 juin 2013, stables sur un an (+0,3%) et traduisent des évolutions contrastées. Si les encours de crédit à l'habitat progressent de 1,7% en un an, le crédit à la consommation et les prêts aux petites et moyennes entreprises et professionnels sont en recul sur douze mois, de respectivement 6,3% et 3,3%.

En conséquence, le ratio crédit/collecte continue de s'améliorer, s'établissant à fin juin 2013 à 126% contre 127% à fin juin 2012.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à près de 3,6 milliards d'euros pour le deuxième trimestre 2013, en hausse de 3,4% par rapport au deuxième trimestre 2012 retraité de la dépréciation des titres SACAM International au deuxième trimestre 2012 (pour -268 millions d'euros). Cette progression est de 3,9% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013, et est tirée notamment par la baisse du coût de la collecte clientèle et des coûts de refinancement. Par ailleurs, les revenus générés par les commissions augmentent de 2,0% entre le deuxième trimestre 2012 et le deuxième trimestre 2013 grâce aux performances des assurances (+4,6% sur la même période) et de la gestion des comptes et moyens de paiement (+15,9%).

Les charges d'exploitation restent maîtrisées à moins de 1,9 milliard d'euros sur le trimestre. Elles progressent de seulement 0,9% entre le deuxième trimestre 2012 et le deuxième trimestre 2013, notamment sous le poids des nouvelles taxes fiscales et sociales. Le coefficient d'exploitation recule de 5,9 points sur la même période pour s'établir à 53,1%.

Le résultat d'exploitation progresse ainsi de 6,4% entre le deuxième trimestre 2012 et le deuxième trimestre 2013 pour atteindre près de 1,4 milliard d'euros.

Au deuxième trimestre 2013, le coût du risque sur encours représente 29 points de base contre 22 points de base en juin 2012 et 40 points de base au premier trimestre 2013 ; il s'établit à -293 millions d'euros. Tant pour le trimestre que pour le semestre, la hausse du coût du risque est concentrée sur un nombre limité de dossiers. L'encours total

de provisions constituées au 30 juin 2013 représente 105,9% des créances douteuses. Le taux de créances dépréciées représente 2,5% des encours bruts (+10 points de base depuis fin juin 2012).

En conséquence, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 599 millions d'euros pour le premier semestre 2013, dont 256 millions d'euros pour le deuxième trimestre.

1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Produit net bancaire	960	(4,1%)	1 935	(3,9%)
Charges d'exploitation	(632)	+0,3%	(1 245)	(0,1%)
Résultat brut d'exploitation	328	(11,5%)	690	(10,0%)
Coût du risque	(69)	+4,5%	(158)	+9,7%
Résultat d'exploitation	259	(15,0%)	532	(14,6%)
Gains/pertes sur autres actifs	1	(75,0%)	6	-
Résultat avant impôt	260	(15,2%)	538	(13,6%)
Impôt	(90)	(15,6%)	(187)	(10,4%)
Résultat net de l'exercice	170	(15,0%)	351	(15,2%)
Participations ne donnant pas le contrôle	8	(15,3%)	17	(15,2%)
Résultat net part du Groupe	162	(15,0%)	334	(15,2%)

LCL continue de soutenir l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leurs projets. Le deuxième trimestre 2013 continue à s'inscrire dans les tendances des trimestres précédents, associant la hausse de la collecte à un développement maîtrisé des crédits.

Les encours de crédit progressent ainsi de 1,3% sur un an et s'élèvent à 88,9 milliards d'euros au 30 juin 2013. Cette croissance est soutenue par les crédits à l'habitat qui, à 55,3 milliards d'euros, progressent de 2,0% sur un an ainsi que par les crédits aux professionnels et aux entreprises, qui atteignent 27,0 milliards d'euros, et présentent un accroissement de 1,2% par rapport à juin 2012.

Soutenues par une activité commerciale dynamique, les ressources clientèle atteignent 160,8 milliards d'euros, en hausse de 6,1% sur un an. Ainsi, les encours de bilan, en hausse de 9,1% sur un an, sont tirés par la progression des livrets (+15,2%) et de celle des comptes et dépôts à terme (+17,6%). Les encours de collecte hors bilan, pour leur part, augmentent de 3,0% sur un an, notamment grâce à la collecte sur l'assurance-vie qui est en progression de 7,0% sur la période.

Le ratio crédit/collecte s'améliore ainsi de 4 points sur un an et s'établit à 112% à fin juin 2013, à comparer à 116% à fin juin 2012 et à 115% à fin mars 2013.

Le produit net bancaire du trimestre s'établit à 960 millions d'euros, en baisse de 4,1% par rapport au deuxième trimestre 2012, mais en hausse de 0,1% après retraitement de la provision épargne logement. Cette stabilité des revenus est en lien avec la bonne tenue de la marge d'intermédiation et la stabilité des commissions sur la même période.

Compte tenu de l'impact des nouvelles taxes fiscales et sociales, les frais généraux restent maîtrisés. Ils affichent une hausse de 0,3% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Après retraitement de l'impact épargne logement, le coefficient d'exploitation se maintient à un niveau stable par rapport au deuxième trimestre 2012.

Le coût du risque augmente de 4,5% par rapport au deuxième trimestre 2012. Rapporté aux encours de crédit, il est stable par rapport au deuxième trimestre 2012. Le taux de créances dépréciées sur encours ressort à 2,4%, stable par rapport à juin 2012. Le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) atteint 74,5% contre 77,4% au 30 juin 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit à 162 millions d'euros, en baisse de 1,5%¹ par rapport au deuxième trimestre 2012. Il s'élève à 334 millions d'euros pour les six premiers mois de l'année.

2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Le **résultat net part du Groupe** du pôle s'établit à 25 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 contre une perte de 257 millions d'euros au deuxième trimestre 2012 qui intégrait une contribution négative au titre de la Grèce de 356 millions d'euros au titre du deuxième trimestre 2012. Au premier semestre 2013, il s'élève à 53 millions d'euros (74 millions d'euros retraité des provisions enregistrées dans les comptes locaux de Cariparma en 2012, comme indiqué au premier trimestre 2013), contre une perte de 1 086 millions d'euros au premier semestre 2012 qui intégrait une contribution négative au titre de la Grèce pour 1 244 millions d'euros.

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2*	S1-13	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	612	(5,9%)	1 207	(3,0%)
Charges d'exploitation	(378)	(15,5%)	(764)	(9,0%)
Résultat brut d'exploitation	234	+15,4%	443	+9,5%
Coût du risque	(121)	(3,9%)	(318)	+30,3%
Résultat d'exploitation	113	+47,6%	125	(22,4%)
Sociétés mises en équivalence	(41)	ns	(41)	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	17	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôts	72	(30,8%)	101	(52,8%)
Impôt	(26)	ns	(27)	(6,2%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	3	ns	6	ns
Résultat net de l'exercice	49	ns	80	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	24	x3,3	27	ns
Résultat net part du Groupe	25	ns	53	ns

* 2012 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki

En Italie, Cariparma a fait preuve d'une bonne activité commerciale au deuxième trimestre 2013. Ainsi, la collecte bilan confirme sa progression au deuxième trimestre 2013 : elle s'établit à 36,1 milliards d'euros soit +3,5% sur un an, principalement sur les professionnels et les entreprises. Parallèlement, Cariparma a poursuivi sa politique de diversification des offres commerciales qui lui permet d'afficher une forte hausse de la production d'assurance-vie et OPCVM. Celle-ci s'élève à 1,1 milliard d'euros au deuxième trimestre 2013, soit une progression de 41,4% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Enfin, en raison de la faiblesse persistante de la demande, l'encours de crédits total, à 33 milliards d'euros, baisse de 1,8% sur un an. Toutefois, l'encours des crédits habitat est en hausse de 3,8% sur un an : il s'établit à 12,8 milliards d'euros à fin juin 2013. L'excédent de liquidité s'élève ainsi à 3,1 milliards d'euros au 30 juin 2013 ; il permet de contribuer au financement des autres activités du Groupe en Italie.

¹ Retraité provision épargne logement

Contribution de Cariparma aux résultats de Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2	S1-13 ¹	Variation S1/S1
Produit net bancaire	393	(8,3%)	780	(5,9%)
Charges d'exploitation	(243)	(21,4%)	(487)	(13,1%)
Coût du risque	(98)	+9,4%	(203)	+24,9%
Résultat net	43	(24,7%)	80	(19,6%)
Résultat net part du Groupe	31	(25,1%)	59	(17,5%)

Cariparma poursuit également ses efforts de saine gestion et affiche des résultats en progression par rapport au trimestre précédent. Le produit net bancaire s'établit à 393 millions d'euros, en baisse de 8,3% par rapport au même trimestre de l'année précédente et stable par rapport au premier trimestre 2013 (+1,8%). Les charges sont quant à elles en net recul de 4,3% au deuxième trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente, après retraitement du coût du Plan de Départs Volontaires pour 54 millions d'euros, comptabilisé au deuxième trimestre 2012.

Le coût du risque reste marqué par la détérioration de la conjoncture : il progresse de 9,4% au deuxième trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Il s'affiche cependant en baisse par rapport au premier trimestre 2013¹. Le ratio de créances douteuses sur encours s'établit à 9,6% au 30 juin 2013, avec un taux de couverture de 44,6% (y compris provisions collectives).

Au total, le résultat net part du Groupe s'élève à 31 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 et 59 millions d'euros au premier semestre 2013¹. Le résultat net du groupe Cariparma y compris Calit s'élève à 47 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 et 85 millions d'euros au premier semestre 2013.

Hors l'Italie, les autres entités du Groupe sont toujours en équilibre collecte / crédit. La répartition géographique du produit net bancaire affiche une contribution des entités européennes hors Cariparma de 19% tandis que les entités situées en Afrique et Moyen-Orient contribuent pour 17%. Leur contribution au résultat net part du Groupe s'élève à +37 millions d'euros² au deuxième trimestre 2013.

¹ Après retraitement des provisions enregistrées dans les comptes de Cariparma en 2012, comme indiqué au premier trimestre 2013

² Hors contribution du BES

3. PÔLE GESTION DE L'ÉPARGNE

Le pôle Gestion de l'épargne comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 30 juin 2013, les encours gérés du pôle s'élevaient à 1 107,0 milliards d'euros¹, en hausse de 10,4 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012. Cette progression des encours résulte d'une activité commerciale soutenue et bénéficie également d'un effet marché positif sur la période. Hors l'effet marché et change de +2,7 milliards d'euros, cette hausse provient de la progression des encours de la gestion d'actifs de 4,5 milliards d'euros et de l'assurance-vie de 3,2 milliards d'euros.

Le résultat net part du Groupe du pôle s'élève, ce trimestre, à 410 millions d'euros, en baisse de 0,4% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Il atteint 813 millions pour le semestre.

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Produit net bancaire	1 276	+5,0%	2 551	(2,0%)
Charges d'exploitation	(628)	+3,4%	(1 237)	+3,6%
Résultat brut d'exploitation	648	+6,5%	1 314	(6,6%)
Coût du risque	(2)	(38,6%)	(3)	(94,0%)
Résultat d'exploitation	646	+6,8%	1 311	(3,1%)
Sociétés mises en équivalence	4	+32,4%	10	x2,1
Gains/pertes sur autres actifs	-	(100,0%)	-	(100,0%)
Résultat avant impôt	650	+2,3%	1 321	(4,6%)
Impôt	(199)	+5,9%	(427)	(0,3%)
Résultat net de l'exercice	451	+0,8%	894	(6,5%)
Participations ne donnant pas le contrôle	41	+14,3%	81	(9,7%)
Résultat net part du Groupe	410	(0,4%)	813	(6,2%)

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi poursuit son développement à l'international et l'élargissement de son offre, par l'acquisition en cours de la société américaine Smith Breeden, spécialiste en produits de taux USD, et le renforcement de ses équipes commerciales au Royaume Uni, en Italie et en Suède.

Amundi affiche ce semestre un bon niveau d'activité. En incluant à 100% les joint-ventures en Asie, les actifs sous gestion s'élevaient à fin juin 2013 à 746 milliards d'euros (+0,9% par rapport à fin décembre 2012) grâce notamment à une collecte de 4,5 milliards d'euros sur le semestre. Celle-ci est portée par les actifs longs, notamment obligataires, diversifiés et immobiliers, et pâtit en revanche de sorties saisonnières de la part des institutionnels et des *corporates* sur le monétaire au mois de juin (règlement des pensions et dividendes). La collecte est soutenue ce semestre par la clientèle institutionnelle (+8,7 milliards d'euros), les réseaux internationaux (+2,2 milliards d'euros) et l'épargne entreprises (+1,7 milliard d'euros). A 757 milliards d'euros, les encours moyens du semestre progressent de 9,2% entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013. L'effet marché et change est positif de 2 milliards d'euros sur la même période.

Les résultats reflètent cette bonne dynamique ainsi que la hausse des marchés financiers par rapport à l'année précédente. Amundi affiche un résultat net part du Groupe de 160 millions d'euros au premier semestre 2013, soit +12,1% par rapport au premier semestre 2012, retraité de la plus-value de cession de Hamilton Lane de 60 millions d'euros avant impôts au premier trimestre 2012. Pour le deuxième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe

¹ Incluant à 100% les joint-ventures en Asie en gestion d'actifs

s'élève à 81 millions d'euros, traduisant la croissance du produit net bancaire de 8,3% par rapport au deuxième trimestre 2012 alors que les charges restent stables sur la même période (+0,5%). Le coefficient d'exploitation s'établit à 54,8% au deuxième trimestre 2013, en amélioration de 4,2 points en un an.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** continue de conjuguer une politique commerciale dynamique associée à une maîtrise des coûts. Ainsi, les encours administrés sont en hausse de 14,0% sur un an pour atteindre 1 264 milliards d'euros. Les encours conservés sont en baisse sur la même période du fait de la sortie de la Caisse des dépôts. Cette baisse, de 8,6%, est néanmoins limitée compte tenu du bon développement commercial de la filiale.

Les revenus du métier résistent malgré la baisse des taux et affichent une baisse de 2,7% entre le deuxième trimestre 2012 et le deuxième trimestre 2013. Les charges, maîtrisées, sont en baisse de 2,1% sur la même période. Le résultat net part du Groupe du deuxième trimestre 2013 s'établit à 36 millions d'euros, en baisse de 5,5% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Il atteint 70 millions d'euros pour le semestre.

L'activité **Banque privée** se maintient sur le semestre. Les encours, qui atteignent 131,7 milliards d'euros au 30 juin 2013 sont en baisse de 0,4% par rapport au 31 décembre 2012, du fait d'un effet change négatif.

Sur le périmètre France, les encours, à 60,8 milliards d'euros, présentent une légère hausse de 0,7% par rapport au 31 décembre 2012. En revanche, à l'international, ils enregistrent une baisse de 1,3% pour atteindre 70,9 milliards d'euros.

Bénéficiant d'une progression des revenus liés notamment à l'activité des valeurs mobilières, le résultat net part du Groupe du deuxième trimestre 2013 s'établit à 33 millions d'euros, en hausse de 40,5% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Il s'élève à 69 millions d'euros pour le premier semestre 2013.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 6,0 milliards d'euros au 30 juin 2013.

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Produit net bancaire	517	+4,5%	1 058	(1,1%)
Charges d'exploitation	(146)	+12,9%	(288)	+12,4%
Résultat brut d'exploitation	371	+1,5%	770	(5,3%)
Coût du risque	-	ns	-	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	-	ns
Impôt	(110)	(1,7%)	(254)	+5,0%
Résultat net de l'exercice	261	(7,3%)	516	(5,7%)
Résultat net part du Groupe	260	(7,3%)	514	(5,7%)

L'assurance-vie a connu un excellent début d'année tant en France qu'à l'international et la tendance se confirme au deuxième trimestre. Le chiffre d'affaires s'élève à 4,2 milliards d'euros au deuxième trimestre 2013 et progresse en France de 12,4% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente, progression en ligne avec le marché¹. A l'international, il augmente de 36,4%² sur la même période. Les encours gérés en assurance-vie sont ainsi portés à 229,2 milliards d'euros, en hausse de 4,9%² sur un an. La part des encours en euros s'élève à 188,3 milliards d'euros, en progression de 5,1% sur un an, tandis que les encours en unités de compte à 40,9 milliards d'euros augmentent de 4,3% sur la même période et représentent 17,9% des encours totaux. Depuis le début de l'année, la collecte nette s'élève à 3,2 milliards d'euros dont 2,5 milliards d'euros en France.

¹ Source FFSA (chiffres à juin 2013)

² Chiffres 2012 retraités de BES Vida, vendue au BES au T2-12

L'assurance dommages en France continue de faire preuve d'une bonne dynamique commerciale qui se traduit par une croissance du chiffre d'affaires de 7,3% au deuxième trimestre 2013 par rapport au deuxième trimestre 2012, supérieure au marché qui progresse de 2,5%¹ sur la même période. Au premier semestre 2013 le ratio sinistres sur cotisations (tous exercices et net de réassurance) est maîtrisé et s'établit à 70,6% contre 70,7% au premier semestre 2012.

Avec un chiffre d'affaires de 240 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 contre 256 millions d'euros un an plus tôt, l'activité en assurance emprunteurs est en légère baisse ce trimestre, pénalisée par le ralentissement du crédit à la consommation.

Après retraitement des économies ponctuelles liées aux pertes générées lors de l'échange des titres grecs (PSI) au deuxième trimestre 2012 qui bénéficiaient de la déductibilité de certaines taxes (réduction des charges de 13 millions d'euros), les charges d'exploitation progressent de 2,5% au deuxième trimestre 2013 par rapport au deuxième trimestre 2012. Elles intègrent 3 millions d'euros de charges sur le trimestre liées aux nouvelles taxes sociales et fiscales. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 28,2% au deuxième trimestre 2013 et 27,2% sur le semestre.

Au deuxième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 260 millions d'euros intégrant des charges de financement supplémentaires liées à l'opération d'optimisation de la structure du capital du Groupe dans l'environnement réglementaire Bâle 3. Les coûts relatifs à cette opération sont comptabilisés en produit net bancaire et représentent 25 millions d'euros sur le trimestre et 18 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Malgré ces coûts additionnels, le résultat net part du Groupe progresse de 2,9%² par rapport au deuxième trimestre 2012.

Sur le semestre, le résultat net part du Groupe s'élève à 514 millions d'euros à comparer à 545 millions d'euros au premier semestre 2012 qui intégrait une plus-value de 28 millions d'euros sur la cession des titres Bes Vida à BES.

Enfin, Crédit Agricole Assurances a poursuivi ses investissements dans l'économie française, pour 4 milliards d'euros au premier semestre 2013 dont 1,4 milliard d'euros en investissements innovants.

¹ Source FFSA (chiffres à juin 2013)

² Chiffres 2012 retraités de BES Vida, vendue au BES au T2-12

4. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Produit net bancaire	826	(6,5%)	1 651	(8,5%)
Charges d'exploitation	(384)	+0,1%	(770)	(3,0%)
Résultat brut d'exploitation	442	(11,6%)	881	(12,8%)
Coût du risque	(386)	(13,4%)	(816)	(23,7%)
Résultat d'exploitation	56	+3,1%	65	ns
Sociétés mises en équivalence	8	+38,9%	14	+40,8%
Résultat avant impôt	64	+6,3%	79	ns
Impôt	(37)	+10,1%	(52)	+42,4%
Résultat net de l'exercice	27	+1,5%	27	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	(20)	(32,1%)	(40)	(64,9%)
Résultat net part du Groupe	47	(15,9%)	67	x2,4

Après plusieurs trimestres marqués par le plan d'adaptation, le **pôle SFS**, sur le premier semestre, renoue avec les bénéfices et présente des indicateurs d'activité (produit net bancaire et encours) en voie de stabilisation.

Au deuxième trimestre 2013, son résultat net part du Groupe s'élève à +47 millions d'euros contre +56 millions au deuxième trimestre 2012, portant ainsi le résultat semestriel à +67 millions d'euros. Conséquence du plan d'adaptation, les volumes d'activité diminuent. Le produit net bancaire enregistre ainsi une baisse de 6,5% par rapport au deuxième trimestre 2012 et de 8,5% par rapport au premier semestre 2012. Par ailleurs, les efforts sur les charges sont maintenus ; ainsi les charges sont-elles stables par rapport au deuxième trimestre 2012, mais en baisse de 3,0% sur l'ensemble du premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012.

La forte diminution du coût du risque par rapport à l'exercice précédent, respectivement -13,4% sur le trimestre et -23,7% sur le semestre, reflète principalement l'amélioration sur Agos.

Le métier **Crédit à la consommation**, après plusieurs trimestres de contraction conformément au plan d'adaptation, tend à stabiliser son niveau d'activité et ses revenus. Les encours consolidés de CACF reculent ainsi de 6,4% sur un an mais baissent seulement de 1,2% entre le premier et le deuxième trimestre 2013. Ils ressortent à 46,5 milliards d'euros au 30 juin 2013 contre 47,1 milliards au 31 mars 2013 et 49,7 milliards au 30 juin 2012. La réduction volontaire des encours d'Agos Ducato atteint 1,9 milliard d'euros sur un an. Les encours gérés s'établissent à 72,3 milliards d'euros au 30 juin 2013. Leur répartition géographique est inchangée sur le premier semestre avec 38% des encours localisés en France, 34% en Italie et 28% dans les autres pays.

Le produit net bancaire de CACF s'élève à 693 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2013 se stabilisant ainsi au niveau du premier trimestre 2013. Par rapport à 2012, conséquence du plan d'adaptation, il est en baisse de 7,4% au trimestre et 9,4% au semestre. Les charges d'exploitation demeurent sous contrôle et diminuent de 2,5% par rapport au premier semestre 2012.

Le coût du risque reste maîtrisé en dehors de l'Italie, à 110 points de base (annualisé) pour CACF hors Agos au deuxième trimestre 2013. Le coût du risque d'Agos est en forte baisse après les compléments de provisions passés en 2012 : il s'établit ainsi à 224 millions d'euros après 232 millions d'euros au premier trimestre 2013. Sur le semestre, il s'élève à 456 millions d'euros. Cette baisse est le fruit des mesures significatives prises sur la gouvernance et la gestion des risques dans cette filiale depuis le mois de mars 2012.

Le résultat net part du Groupe de CACF ressort à +41 millions d'euros pour le semestre.

Les résultats des métiers du **crédit-bail** et de **l'affacturage** reflètent l'ajustement de ces métiers au plan d'adaptation depuis fin 2011 avec une baisse globale des encours, partiellement compensée par un niveau élevé de marges et une bonne maîtrise des charges. Dans le métier du **crédit-bail**, l'encours ressort à 16,2 milliards d'euros au 30 juin 2013 contre 17,5 milliards au 30 juin 2012. Dans le métier de **l'affacturage**, le chiffre d'affaires factoré atteint 14,8 milliards d'euros au 30 juin 2013 et progresse de 2,4% par rapport au 30 juin 2012, plus particulièrement sur l'international. Ainsi, la contribution de ces deux métiers au Résultat net part du Groupe est stable par rapport à 2012. Sur le trimestre, elle s'élève à +15 millions d'euros et sur le semestre à +26 millions d'euros.

5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Après une année 2012 marquée par la transformation du modèle de Crédit Agricole CIB et les efforts de deleveraging, le premier semestre 2013 illustre la nouvelle organisation de la Banque contribuant à faire de CACIB une « Debt house », recentrée sur un portefeuille de clients stratégiques et sur un réseau géographique resserré autour de ses métiers d'excellence. Le 31 juillet, la vente des 80,1% restants de CLSA à CITIC Securities a été signée. Le montant total de la cession s'élève à 1 152 millions de dollars US, y compris la cession des 19,9 % réalisée en juillet 2012 et hors les activités taiwanaises de CLSA. L'impact de la cession apparaîtra dans les comptes du troisième trimestre 2013.

NB pour mémoire : les comptes 2012 ont été retraités du passage en IFRS 5 de CA Cheuvreux et CLSA et du passage du spread émetteur de BFI en AHM.

Activités pérennes

(en millions d'euros)	T2-13*	Variation T2*/T2*	S1-13*	Variation S1*/S1*
Produit net bancaire	1 039	+3,6%	2 046	(10,6%)
- dont DVA	(26)	na	(39)	na
- dont couvertures de prêts	(10)	ns	15	(81,4%)
Produit net bancaire retraité*	1 075	+10,7%	2 070	(9,0%)
Charges d'exploitation	(618)	(1,6%)	(1 245)	(4,2%)
Résultat brut d'exploitation	457	+33,2%	825	(15,5%)
Coût du risque	(92)	+7,7%	(187)	+60,3%
Résultat d'exploitation	365	+41,6%	638	(25,7%)
Sociétés mises en équivalence	35	(12,1%)	69	(13,6%)
Gains/pertes sur autres actifs	3	(75,0%)	3	(78,6%)
Résultat avant impôt	403	(30,3%)	710	(25,3%)
Impôt	(113)	+9,1%	(191)	(30,6%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	(7)	ns	(4)	ns
Résultat net de l'exercice	283	+37,7%	516	(23,7%)
Participations ne donnant pas le contrôle	6	+17,4%	12	(25,9%)
RNPG retraité*	277	+38,3%	504	(23,6%)
Résultat net part du Groupe	254	+38,1%	492	(21,5%)

** Données 2012 hors Cheuvreux et CLSA, hors impact du plan d'adaptation. Données retraitées : hors couvertures de prêts, impact de la première application de CVA / DVA et DVA courante*

Au deuxième trimestre 2013, le produit net bancaire des activités pérennes s'élève à 1 039 millions d'euros, en hausse de 3,6 % par rapport au deuxième trimestre 2012. Retraité des couvertures de prêts et de la DVA courante, il ressort à 1 075 millions d'euros, en progression de 10,7%, enregistrant une croissance soutenue dans les activités de marché par rapport à un deuxième trimestre 2012 qui avait été faible. CACIB consolide ainsi ses positions concurrentielles, fondées sur une expertise reconnue dans ses métiers d'excellence : en banque commerciale, CACIB conserve son premier rang dans les activités de syndication et se situe à la deuxième place sur la zone EMEA et en Europe occidentale¹. CACIB se situe également à la deuxième place sur la syndication de prêts aux entreprises dans la zone EMEA¹. En banque de marché et d'investissement, CACIB demeure à la première place

¹ Source : Thomson Financial

mondiale pour les émissions sécurisées de type jumbo¹, de même qu'en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP¹.

Sur la même période, en ligne avec la diminution des effectifs, les charges diminuent de 1,6%. En incluant les activités en extinction, la baisse atteint 6,1%. Le coût du risque se maintient à un niveau modéré, 92 millions d'euros, en hausse de 8,3 % par rapport au deuxième trimestre 2012, mais stable par rapport au premier trimestre 2013. Au total, le résultat net part du Groupe des activités pérennes ressort à 254 millions d'euros, en hausse de 38,1 % par rapport au deuxième trimestre 2013, et à 277 millions d'euros retraité des couvertures de prêts et de la DVA.

Pour le premier semestre 2013, le produit net bancaire retraité s'établit à 2 070 millions d'euros, en baisse de 9,0% par rapport au premier semestre 2012 qui avait bénéficié d'un début d'année particulièrement porteur dans les activités de marchés. Le recul des charges s'établit à 4,2%. Le coût du risque progresse de 60,3 %, par rapport à un début d'année 2012 très faible. Ainsi, le résultat net part du Groupe des activités pérennes, retraité des effets de la première application d'IFRS13 (CVA/DVA), de la DVA courante et des couvertures de prêts, ressort à 502 millions d'euros, en baisse de 23,6 % par rapport au premier semestre 2012 (retraité des impacts Cheuvreux/CLSA et plan d'adaptation).

Banque de financement

(en millions d'euros)	T2-13	T2-13*	Variation T2*/T2*	S1-13	S1-13*	Variation S1*/S1*
Produit net bancaire	515	525	(0,3 %)	1 018	1 003	(7,3%)
Charges d'exploitation	(217)	(217)	(7,0%)	(450)	(450)	(3,1%)
Résultat brut d'exploitation	298	308	+5,1%	568	553	(10,5%)
Coût du risque	(80)	(80)	(5,1%)	(171)	(171)	+53,4%
Résultat d'exploitation	218	228	+9,3%	397	382	(24,6%)
Sociétés mises en équivalence	35	35	(11,3%)	69	69	(12,9%)
Gains/pertes sur autres actifs	3	3	+233,3%	3	3	x2,7
Résultat avant impôt	256	266	+6,8%	469	454	(22,7%)
Impôt	(67)	(71)	(11,0%)	(117)	(112)	(34,0%)
Résultat net de l'exercice	189	195	+15,0%	352	342	(18,1%)
Participations ne donnant pas le contrôle	4	4	+18,4%	7	7	(21,3%)
Résultat net part du Groupe	185	191	+15,1%	345	335	(17,9%)

* Retraité des couvertures de prêts et hors impact du plan en 2012

Après une année 2012 marquée par la réduction du portefeuille et de la liquidité, la banque de financement enregistre une bonne résistance au deuxième trimestre 2013 par rapport au deuxième trimestre 2012. Les financements structurés enregistrent une hausse de 3,6% à 286 millions d'euros, tandis que la banque commerciale, à 239 millions d'euros, témoigne d'une reprise progressive de l'activité par rapport aux deux trimestres précédents, eux-mêmes en recul par rapport au début de l'année 2012. Ainsi, retraité des couvertures de prêts (impact négatif de 10 millions d'euros au deuxième trimestre 2013, impact positif de 72 millions d'euros au deuxième trimestre de l'année précédente), le produit net bancaire affiche une quasi stabilité par rapport au deuxième trimestre 2012. Dans le même temps, la consommation de liquidité continue à se réduire, pour atteindre 87 milliards d'euros au deuxième trimestre 2013, à comparer à 89 milliards d'euros au premier trimestre 2013 et 97 milliards d'euros au deuxième trimestre 2012.

Le coût du risque se stabilise après la hausse enregistrée au premier trimestre 2013 et recule de 5,1% par rapport au deuxième trimestre 2012. Rapporté aux encours clientèle de la banque de financement, il ressort à 29 points de base, contre 34 points de base le trimestre précédent, et identique à celui du deuxième trimestre 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe de la banque de financement s'établit à 185 millions d'euros au deuxième trimestre 2013, et à 191 millions d'euros après retraitement, en hausse de 15,1% par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente.

Banque de marché et d'investissement

(en millions d'euros)	T2-13	T2-13*	Variation T2*/T2*	S1-13	S1-13*	Variation S1*/S1*
Produit net bancaire	524	550	+23,6%	1 028	1 067	(8,9%)
Charges d'exploitation	(401)	(401)	+1,7%	(795)	(795)	(4,8%)
Résultat brut d'exploitation	123	149	x3,0	233	272	(24,3%)
Coût du risque	(12)	(12)	ns	(16)	(16)	x 3,3
Résultat avant impôt	111	137	x2,3	217	256	(26,4%)
Impôt	(33)	(42)	+75,4%	(61)	(80)	(17,0%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	(7)	(7)	ns	(4)	(4)	ns
Résultat net de l'exercice	71	88	x2,5	152	172	(31,0%)
Participations ne donnant pas le contrôle	2	2	(15,8%)	5	5	(6,7%)
Résultat net part du Groupe	69	86	x2,5	147	167	(31,7%)

* Retraité de l'impact de la première application de CVA/DVA et de la DVA courante en 2013 ; retraité des impacts Cheuvreux/CLSA et plan d'adaptation en 2012

Les revenus de la banque de marché et d'investissement sont en forte croissance au deuxième trimestre 2013 : +23,6% par rapport à un deuxième trimestre 2012 faible, et +6,4% par rapport au premier trimestre 2013. Ces progressions résultent principalement d'une activité commerciale soutenue dans les activités de taux ; d'un volume d'émissions satisfaisant dans les activités de crédit, dans un contexte de marché encore volatil ; et enfin, du bon niveau d'activité en banque d'investissement, et notamment dans les actions primaires.

Les risques de marché restent maintenus à un niveau bas : la VaR s'établit à 15 millions d'euros au 30 juin 2013, avec une VaR moyenne à 12 millions d'euros sur le trimestre.

Activités en cours d'arrêt

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2*	S1-13	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	49	+2,8%	103	+52,2%
Charges d'exploitation	(43)	(43,7%)	(86)	(45,4%)
Résultat brut d'exploitation	6	(119,0%)	17	(118,9%)
Coût du risque	(11)	(74,9%)	(29)	(46,8%)
Résultat avant impôt	(5)	(92,6%)	(12)	(91,4%)
Impôt	1	(95,0%)	4	(90,8%)
Résultat net de l'exercice	(4)	(91,6%)	(8)	(91,7%)
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(86,7%)	(3)	(85,0%)
Résultat net part du Groupe	(3)	(92,7%)	(5)	(93,6%)

* Retraité des impacts du plan d'adaptation et tenant compte de la réorganisation de la BFI depuis le 1^{er} juillet 2012

Le résultat net part du Groupe des activités en cours d'arrêt est négligeable ce trimestre. Il s'établit à -3 millions d'euros, après -2 millions au premier trimestre 2013.

6. ACTIVITES HORS METIERS

(en millions d'euros)	T2-13	Variation T2/T2*	S1-13	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	(376)	+0,3%	(1 254)	ns
Charges d'exploitation	(217)	+1,2%	(432)	(1,8%)
Résultat brut d'exploitation	(593)	+0,6%	(1 686)	x3,8
Coût du risque	1	ns	66	ns
Résultat d'exploitation	(592)	(2,7%)	(1 620)	x3,5
Sociétés mises en équivalence	(23)	(6,9%)	(65)	+26,5%
Gains/pertes sur autres actifs	(2)	ns	(4)	(7,0%)
Résultat avant impôts	(617)	(2,3%)	(1 689)	x3,3
Impôts	195	ns	585	ns
Résultat net	(422)	(31,8%)	(1 104)	+87,0%
Participations ne donnant pas le contrôle	33	(22,3%)	84	(6,1%)
Résultat net part du Groupe	(455)	(31,2%)	(1 188)	+74,7%

* Résultats 2012 retraités du passage du spread émetteur de BFI en AHM et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Au deuxième trimestre 2013, le produit net bancaire du pôle s'établit à -376 millions d'euros, contre un produit net bancaire de -374 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. Il intègre un produit de 68 millions d'euros au titre de la réévaluation de la dette de Crédit Agricole CIB et de celle liée aux contrats d'assurances en UC contre un équivalent de 328 millions d'euros au second trimestre 2012.

Pour mémoire, le produit net bancaire 2012 intégrait sur la période équivalente une dépréciation de 427 millions d'euros sur les titres d'Intesa Sanpaolo (deuxième trimestre) et l'impact favorable du rachat de dette hybride pour 864 millions d'euros (premier trimestre).

Retraité de l'impact de rachat de la dette hybride, le produit net bancaire du pôle du premier semestre 2012 s'élevait à -873 millions d'euros contre -1 254 millions d'euros au premier semestre 2013. Il avait bénéficié notamment de plus-values sur des cessions de portefeuilles et de versements plus significatifs de dividendes.

Les charges d'exploitation augmentent de 1,2% par rapport au deuxième trimestre 2012. Hors effet des nouvelles taxes sur le trimestre, elles enregistrent une baisse de 0,7%.

Le résultat net part du Groupe s'élève donc à -455 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 (-501 millions d'euros hors impacts de la réévaluation de la dette) et à -1 188 millions d'euros pour le semestre (-1 002 millions d'euros hors impacts de la réévaluation de la dette).

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à 723 milliards d'euros au 30 juin 2013. Les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international ont augmenté leur collecte bilan de 6,2% sur la même période pour atteindre 471 milliards d'euros. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent 646 milliards d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	T2-13	Variation T2/T2	S1-13	Variation S1/S1
Produit net bancaire	8 165	+1,1%	15 799	(6,8%)
Charges d'exploitation	(4 979)	(1,1%)	(9 905)	(1,3%)
Résultat brut d'exploitation	3 186	4,8%	5 894	(14,9%)
Coût du risque	(980)	(3,8%)	(2 159)	(6,2%)
Résultat d'exploitation	2 206	+9,2%	3 735	(19,2%)
Sociétés mises en équivalence	5	(94,5%)	34	(75,6%)
Résultat net sur autres actifs	2	(95,0%)	23	(41,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(22)	x3,5	(22)	x3,6
Résultat avant impôts	2 191	+2,7%	3 770	(21,4%)
Impôts	(717)	(17,2%)	(1 198)	(31,3%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	(4)	ns	2	ns
Résultat net	1 470	+70,4%	2 574	+47,9%
Résultat net part du Groupe	1 385	+71,5%	2 410	+44,2%

**T2-12 retraité du passage en IFRS5, d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes.*

Au deuxième trimestre 2013, le groupe Crédit Agricole réalise un **produit net bancaire** de 8 165 millions d'euros, en hausse de 1,1% par rapport au deuxième trimestre 2012 et de 7,0% par rapport au premier trimestre 2013. Cette évolution traduit pour l'essentiel la bonne tenue de l'activité dans les métiers cœur à savoir la banque de proximité et les métiers de l'épargne ; elle reflète également l'impact des éléments spécifiques non liés à l'activité (réévaluation de dette, DVA, couvertures de prêts et, au deuxième trimestre 2012, la dépréciation des titres Intesa Sanpaolo pour 427 millions d'euros).

Les **charges d'exploitation** présentent une baisse de 1,1% par rapport au deuxième trimestre 2012 et de 1,3% sur le semestre et ce, malgré les nouvelles taxes sociales et fiscales. Cette évolution reflète la montée en puissance des programmes de réduction des coûts à travers, notamment, les réalisations du programme MUST.

Le **coût du risque** est maîtrisé, en baisse de 3,8% par rapport au deuxième trimestre de l'année 2012. Il s'établit à 46 points de base sur encours au deuxième trimestre 2013 à comparer à 61 points de base au deuxième trimestre 2012.

Le **résultat net des activités arrêtées** pour -4 millions d'euros est marginal sur le trimestre, alors qu'il intégrait au deuxième trimestre 2012 les résultats opérationnels d'Emporiki, de CLSA et de CA Cheuvreux pour un total de -404 millions d'euros.

Au total, le **résultat net part du Groupe** s'élève à 1 385 millions d'euros contre 808 millions d'euros au deuxième trimestre 2012. Hors réévaluation de dette, DVA et couverture de prêts, le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit à 1 363 millions d'euros contre 974 millions d'euros au deuxième trimestre 2012, également retraité de la

dépréciation des titres Intesa Sanpaolo. La hausse provient pour l'essentiel de la disparition des pertes opérationnelles de la Grèce comptabilisées sur la ligne Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession.

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le deuxième trimestre 2013 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Relations Presse

Anne-Sophie Gentil +33 (0)1 43 23 37 51
Charlotte de Chavagnac +33 (0)1 57 72 11 17

Relations Investisseurs +33 (0) 1 43 23 04 31

Denis Kleiber +33 (0)1 43 23 26 78
Nathalie Auzenat +33 (0)1 57 72 37 81
Sébastien Chavane +33 (0)1 57 72 23 46
Fabienne Heureux +33 (0)1 43 23 06 38
Marie-Agnès Huguenin +33 (0)1 43 23 15 99
Laurence Gascon +33 (0)1 57 72 38 63

Avertissement

Les chiffres présentés au titre de la période de six mois arrêtée au 30 juin 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Les chiffres présentés ont été établis conformément à IAS 34 "information financière intermédiaire".

Les procédures d'examens limités sur les comptes intermédiaires résumés de Crédit Agricole S.A. ont été effectuées. Le rapport d'examen limité est en cours d'émission.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.